



La lettre d'U&A 64

N° 94

Exceptionnellement, pour cette lettre, un article de Jean Ortiz paru dans la revue nationale du SNESUP-FSU, et un article du bulletin départemental du SNES-FSU de Lille

Le ministre de l'Education Nationale a prononcé ce matin cette phrase complètement mensongère : « *les suppressions de postes ne nuisent en rien à l'Education Nationale, car il y a moins d'élèves.* » Les centaines de manifestants de Pau et Bayonne samedi ont clairement manifesté leur désaccord et leur colère, leur exigence d'une autre politique.

Ces mensonges font partie de l'offensive générale des puissances du capitalisme pour détruire de fond en comble tout ce qui subsiste de solidarité, de services publics, de travail non marchand. Les articles ci-dessous ont le mérite, pour le premier, de montrer par l'exemple où mène une telle logique dans l'Université. Pour le second, ce que « compétences » veulent dire et pourquoi le ministère et ceux qui lui obéissent servilement veulent à tout prix remplacer les savoirs enseignés par les professeurs par des compétences acquises ici ou là.

Dernière remarque qui éclaire sur les valeurs « libérales » : les « agences de notation » viennent de « dégrader la note » de la Tunisie. Cause toujours de démocratie, je parle fric, chose sérieuse.

CHILI: LA FOIRE AUX SOLDES UNIVERSITAIRES

J'étais au Chili fin décembre-début janvier, au moment des inscriptions universitaires 2011. De véritables soldes de fin d'année!! Le bout du bout de l'horreur universitaire, si nous ne parvenons pas à inverser le cours des choses! Le Ministère chilien de l'éducation reconnaît que le "marché du supérieur" a réalisé, en 2010, 108.800 millions de pesos de profits. Le Ministre Lawin, présidentiable, appartient à l'Opus Dei, et le président Pinera est présenté (octobre 2009. source Wikileaks) comme un homme qui agit "aux limites de la loi et de l'éthique", par l'ambassadeur des Etats-Unis Paul Simons.. Dans ce paradis ultralibéral, les 60 universités, la plupart privées, rivalisent de spots à la télé, d'affiches publicitaires géantes, de pages dans les journaux, sur le thème: "venez chez nous, nous sommes les meilleurs". Il faut vraiment le voir pour le croire.

Un seul exemple: dans le très réactionnaire quotidien "Mercurio" du deux janvier, la Faculté de la formation se paye une page de pub pour vanter sa "passion pour l'éducation". L'Université Andrés Bello s'offre deux pages pour promouvoir ses 63 carrières et 7000 bourses différentes "pour un Chili meilleur". Les bacheliers passent une épreuve dite PSU (de sélection universitaire). Les "gagneurs" ont le tapis rouge...Le problème, c'est que les journaux reconnaissent que la quasi totalité d'entre eux proviennent d'établissements privés, aux noms anglais, et des quartiers et villes riches. La PSU creuse un fossé vertigineux entre jeunes et établissements. Ce sont les lycéens des établissements "municipaux" et publics qui n'arrivent pas aux 450 points nécessaires...Les "gagneurs" sont véritablement racolés. L'Université San Sebastian étale dans "El Mercurio" ses mérites en 2010, avec photos glamour à l'appui, et une fête pour les nouveaux diplômés, dont la pub souligne le "look parfait". Toujours le deux janvier, l'UDLA vante ses bourses au mérite et proclame: "ton objectif est le nôtre". Les droits d'inscription vont de quelques centaines à quelques milliers de dollars (équivalent pesos), 3,5 millions de pesos par an pour la fac de médecine. Dans la rue, les étudiants les moins fortunés font la manche, vendent quelques poèmes... Vu à Santiago! Le Chili avait jadis un service public d'enseignement supérieur considéré comme un modèle pour l'Amérique latine et les enseignants un statut béton (cent articles). Tout cela a été liquidé. L'enseignement est "municipalisé" depuis plus de vingt ans, forme chilienne de la privatisation.. Les "mauvais professeurs" (5% après "évaluation") sont licenciés par les potentats locaux, véritables "Pinochets de poche" selon le syndicaliste Carlos Poblete. Les salaires sont liés au "rendement"...Le gouvernement promet une nouvelle réforme, "consensuée" avec le parti socialiste et la Démocratie chrétienne; une "révolution" selon le Président Pinera, et le "coup de grâce" selon les syndicalistes".

Jean ORTIZ

Extrait du bulletin académique n°276 (février-mars 2010) du SNES de Lille

Plongée dans l'enseignement par « compétences » Révolution copernicienne ou restauration conservatrice ?

PAR MAGALI LAUMENERCH ET SAMUEL DUMOULIN

« L'approche par compétences » (APC) arrive en France. Nico Hirtt, enseignant en Belgique et animateur de l'association « Pour une école démocratique » (APED) est l'auteur d'une étude approfondie de l'APC qui analyse les circonstances et les effets de la mise en place de cette nouvelle « mode pédagogique » dans plusieurs pays, parmi lesquels le Québec, la Suisse romande et la Belgique francophone. Invité par la section académique au stage « collège » du 25 janvier dernier, il a d'abord démontré le non-sens pédagogique auquel aboutit la restructuration de l'enseignement autour des «compétences», avant de décrypter les arrières pensées des puissants promoteurs de l'APC. Rigoureuse et documentée, l'analyse de Nico Hirtt dénonce une négation du savoir, un accroissement des inégalités entre élèves et un bouleversement stérile de nos pratiques professionnelles, masqués par un discours pédagogique parfois généreux et moderniste. Et décèle la véritable portée de l'APC : une soumission de l'enseignement aux besoins d'une économie capitaliste en crise.

Mobiliser Emile Zola ! A quoi servent les professeurs ? A cette question, la Banque mondiale, dont la légitimité sur le sujet ne saute pas instantanément aux yeux, avait répondu au début des années 1990 : plutôt que des transmetteurs de savoirs, ils doivent être des facilitateurs d'apprentissage. Cette philosophie de l'éducation postule que ce qu'il importe de transmettre aux élèves, ce ne sont pas des

savoirs, mais la capacité de mobiliser des « outils » en vue de mener à bien des tâches à la fois complexes et inédites. En somme, suggère la banque mondiale, il s'agirait de permettre aux élèves de faire face aux différentes situations de l'existence, plutôt que de les assommer de savoirs théoriques dispensés pendant d'interminables cours magistraux proférés d'un ton monocorde par des profs vêtus d'une blouse grise au cours d'après-midis pluvieux. Cruel dilemme. Ainsi l'APC proclame ouvertement la supériorité des « compétences » sur les savoirs. Et recommande la réduction de ceux-ci à ce qui peut être « mobilisé » en vue de « la réalisation de tâches », « dans des situations de la vie ? ». Or, avez-vous déjà « mobilisé » Emile Zola, le calcul intégral, la peinture expressionniste, la tectonique des plaques, le subjonctif imparfait, le néolithique, « dans des situations de la vie » ? On mesure ici l'un des soubassements de l'approche par compétences : le mépris pour le savoir, l'appauvrissement de la culture. Instrumentalisation et réduction des savoirs, donc, mais aussi culture du résultat, qui ne mesure la pratique pédagogique qu'à l'aune du résultat final. Et qui promet une véritable omniprésence de l'évaluation, l'élève étant, en permanence, placé devant des tâches à résoudre. Autre aberration pédagogique : les compétences dites « transversales », non adossées à des savoirs disciplinaires. «Savoir résoudre un problème», par exemple, est un objectif d'apprentissage parfaitement creux. L'approche par compétences est aussi facteur d'inégalités plus grandes entre les élèves. D'abord, parce que les programmes scolaires, axés sur les compétences et non plus sur les connaissances, sont beaucoup plus flous. En Belgique francophone, le programme d'Histoire pour la dernière année du secondaire tient en 32 mots, laissant la place à la soi-disant « liberté pédagogique » de l'enseignant ! Avec quelles disparités d'un établissement à l'autre ? Ensuite, parce que la détermination du niveau nécessaire pour la validation d'une compétence est renvoyée à chaque établissement, voire à chaque enseignant ! Enfin, la construction de savoirs nouveaux, qui n'est plus une priorité pour l'Ecole, est renvoyée au milieu familial, ce qui accentue les inégalités sociales. Une dizaine d'années après la refonte de l'enseignement belge autour des compétences, un rapport de l'Inspection pointe sans surprise les conséquences négatives sur le niveau de connaissance des élèves. Et reconnaît que cette nouvelle approche génère des différences de niveau par l'absence de référentiel substantiel commun.

A qui profite le crime ? Mais alors, à quoi bon ? Nico Hirtt y répond en remontant aux sources de cette notion et en interrogeant les motivations de ses promoteurs. Le concept de compétence s'est généralisé dans le domaine éducatif sous l'influence de l'OCDE, de la Commission européenne et d'organismes comme la Banque Mondiale. Il est directement importé du monde de l'entreprise, et, selon l'aveu de ses promoteurs même, il procède d'une pression des entreprises pour faire prendre en charge par les systèmes éducatifs une formation qui leur demandait du temps et de l'argent. Dans ce contexte, l'approche par compétences, outre qu'elle donne un cadre conceptuel commun à l'enseignement et au monde de l'entreprise, a pour fonction de résoudre la contradiction entre un enseignement « unique » pour tous les élèves jusqu'à 12, 14 ou 16 ans selon les pays, et un marché du travail fortement – et de plus en plus – polarisé. En effet, sous le vocable de « société de la connaissance » promu par le Parlement européen, se cache en réalité une économie dont les besoins sont répartis en une part d'emplois très hautement qualifiés et une masse de travailleurs peu formés mais adaptables, flexibles et « souples ». Dans les 25 pays de l'UE le nombre d'emplois de ce type devrait passer de 8,6% en 1996 à 11,8% en 2015. Accroître la mise en concurrence de ces salariés est un des objectifs du patronat. Conclusion empruntée à un consultant britannique, dans un rapport pour la Commission européenne : « De l'augmentation de l'offre de ces compétences-là résultera une baisse des salaires réels pour tous les travailleurs qui en disposaient déjà ». Plus largement, la validation – locale - de compétences ayant aussi pour effet de faire voler en éclat l'existence de diplômes – nationaux – sur lesquels se fondent les conventions collectives et les grilles de salaires, c'est l'ensemble du monde du travail qui est visé. En 2001, l'OCDE déduisait du raisonnement précédent que, comme « tous n'embrasseront pas une carrière dans le dynamique secteur de la nouvelle économie (...), les programmes scolaires ne peuvent être conçus comme si tous devaient aller loin ».